



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

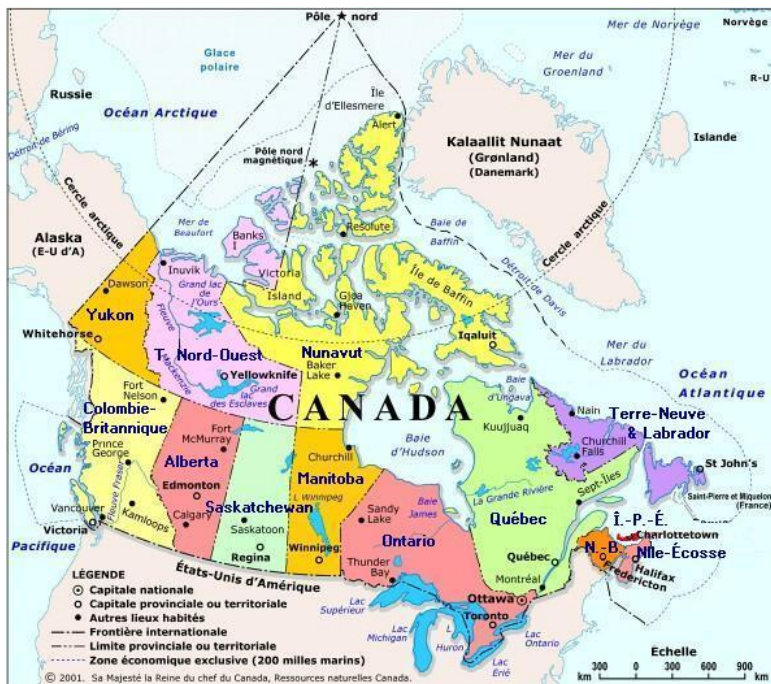


CANADA – FICHE PAYS

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Avril 2021



Le Canada est une monarchie constitutionnelle, une démocratie parlementaire et un État fédéral au sein duquel dix provinces et trois territoires disposent d'une large autonomie. Deuxième pays le plus vaste au monde après la Russie, le Canada compte 38 M d'habitants en 2020, soutenu par d'importants flux migratoires, dont 61% résident dans les provinces de l'Ontario et du Québec. Le Canada est en 2020 la 10ème puissance mondiale avec un PIB de 2 204 Md CAD (1 454 Md€).

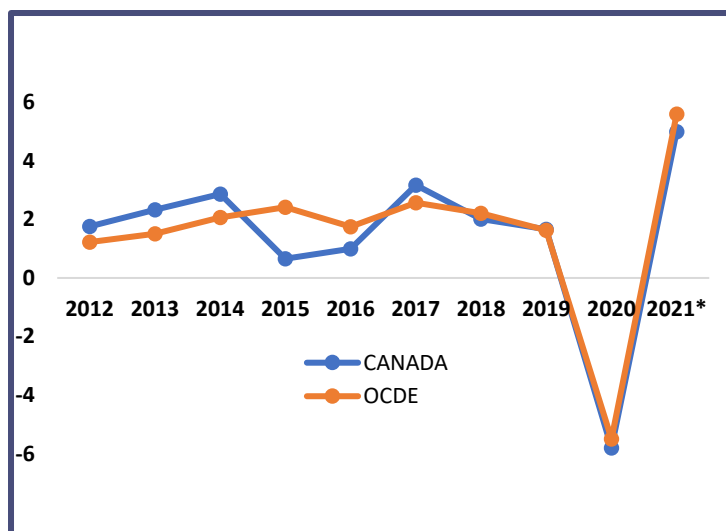
Les provinces de l'Ontario, du Québec et de l'Alberta sont les provinces les plus dynamiques et contribuent à près des trois-quarts du PIB du pays.

Chiffres clés

- **Superficie** : 9,985 M km²
- **Population (2019)** : 38 008 005 habitants
- **Densité de population** : 3,8 hbts/km²
- **PIB en termes de revenus (2020)** : 2 204 Md CAD
- **Taux de chômage (février 2021)** : 8,2 %
- **Solde budgétaire fédéral (2020-2021)** : -354 Md CAD (16,1% du PIB)
- **Solde budgétaire consolidé des provinces (2020)** : - 94 Md CAD (4,3% du PIB)
- **Dette nette fédérale (2020/2021)** : 1080 Md CAD (49 % du PIB)
- **Dette nette consolidée des provinces (2020)** : 813 Md CAD (37,3% du PIB)
- **Exportations internationales de biens (2020)** : 522 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2020)** : 542 Md CAD
- **Balance commerciale (2020)** : - 20 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2019 (biens)** : États-Unis (61 %) ; Chine (9,6 %) ; Mexique (3,4 %) ; Royaume-Uni (2,6 %) ; Japon (2,4 %)

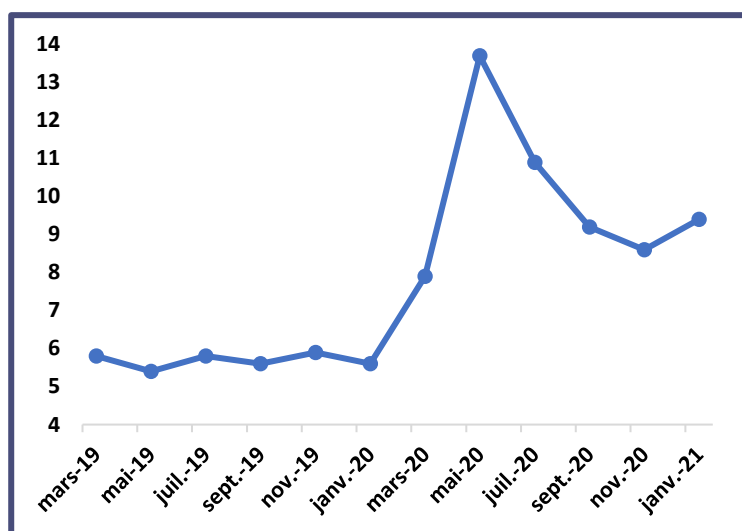
Principaux indicateurs macro-économiques

Taux de croissance du PIB (%)



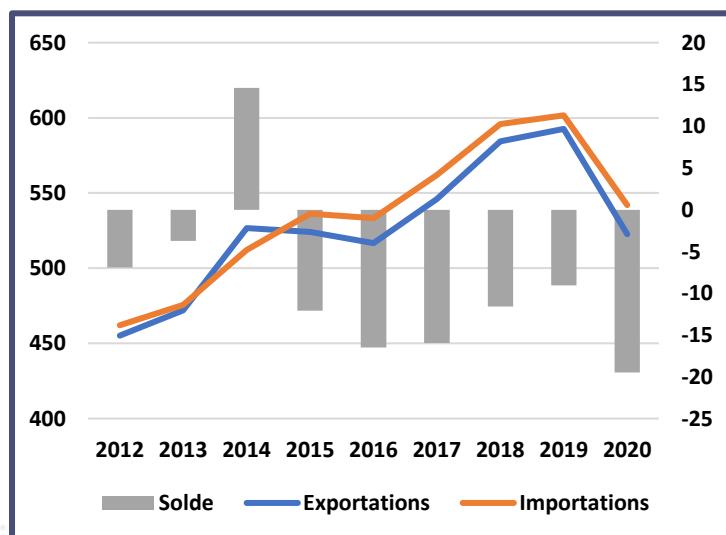
Source : StatCan, OCDE

Taux de chômage (%)



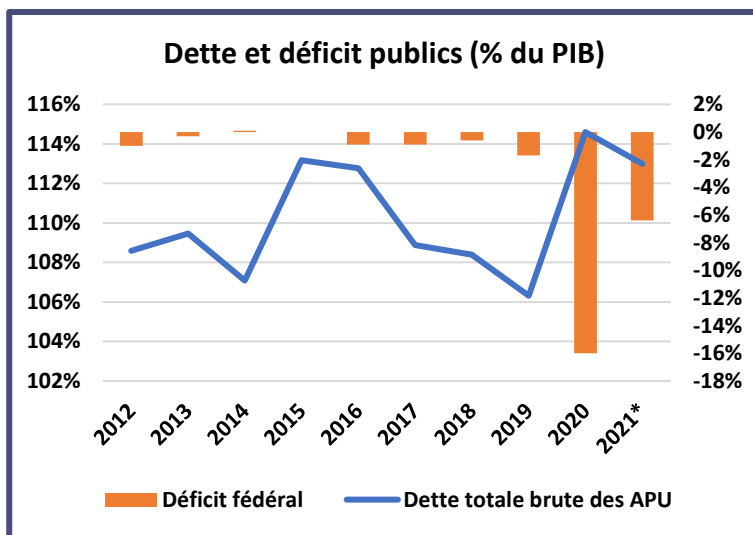
Source : StatCan

Commerce de biens (Md CAD)



Source : StatCan

Dette et déficits publics (% du PIB)



Source : StatCan

NB: la dette totale brute des APU comprend les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux, locaux + le Régime des pensions du Canada

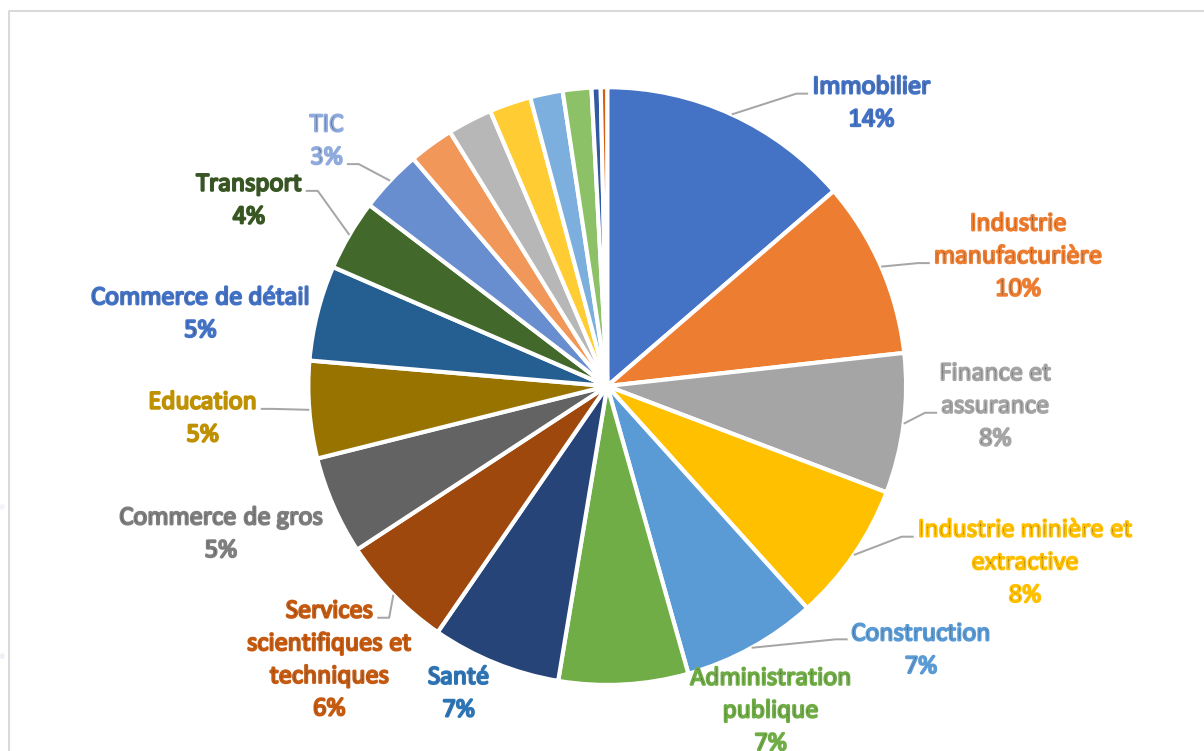
Présentation générale

Une économie qui s'appuie tant sur ses ressources naturelles que sur son potentiel industriel d'innovation

S'étendant sur près de 10 millions de km² (un peu moins de 60% de la superficie de la Russie), le Canada ne compte que 38 M d'habitants, ce qui en fait un pays avec une densité de population très faible (dix fois inférieure aux Etats-Unis et trente fois inférieure à celle de la France). Le Canada est un Etat fédéral divisé en dix provinces et trois territoires bénéficiant d'une large autonomie. La capitale fédérale est Ottawa (1 M d'habitants), située au sud de la province de l'Ontario, proche de la frontière avec les Etats-Unis. Ottawa n'est cependant pas la ville la plus peuplée, puisque Toronto (2,9 M), Montréal (1,7 M) et Calgary (1,3 M) comptent plus d'habitants que la capitale administrative.

Avec un PIB s'élevant à 2 204 Md CAD en 2020 (1 454 Md€), le Canada se classe au 10ème rang mondial des pays les plus riches. Comme la plupart des pays, le Canada a connu une forte récession au cours de l'année 2020, estimée à 5,4% du PIB en termes réels selon l'Institut Statistique du Canada (StatCan). Cette récession fait suite à plusieurs années de croissance modérée (3% en 2017, 1,9% en 2018 et 1,6% en 2019). Par ailleurs, l'intégration des territoires à l'activité économique reste très inégale, puisque l'Ontario et le Québec, les deux provinces les plus dynamiques économiquement, contribuent à elles seules à près de 60% du PIB canadien (38% pour l'Ontario et 19% pour le Québec).

Figure 1 : Décomposition du PIB canadien par industrie en 2020 (StatCan)



Le Canada dispose de larges ressources naturelles, lui permettant d'être exportateur net d'énergie. En 2019, les réserves prouvées en pétrole étaient de 167,7 milliards de barils, dont 162 milliards provenaient de sables bitumineux et 5,7 milliards de sources classiques. Plus de 80% de ces ressources se trouvent dans la seule province de l'Alberta. En outre, le Canada dispose d'importantes ressources en zinc, en aluminium, en nickel et en or. Ces ressources font de l'industrie minière et extractive l'une des composantes principales de l'économie du pays.

Par ailleurs, le Canada regroupe une diversité de provinces et de territoires dont les spécialisations et les filières à l'export sont très différentes. En effet, l'agriculture est particulièrement représentée dans les provinces du centre (Manitoba, Saskatchewan, ouest de l'Ontario), tandis que les filières industrielles et technologiques sont davantage développées dans les provinces côtières (Québec et Ontario à l'Est, Colombie-Britannique à l'Ouest). Enfin certaines provinces telles que l'Alberta, Terre-Neuve-et- Labrador ou encore le Saskatchewan, disposent d'importantes ressources énergétiques et concentrent leur activité économique, notamment à l'export, sur ce secteur.

Un pays très intégré dans le commerce mondial malgré une dépendance aux échanges avec les Etats-Unis et une faible intégration inter-provinciale

Compte tenu de sa faible population, le Canada se tourne fréquemment vers l'extérieur pour trouver de nouveaux marchés. En effet, la demande intérieure ne constitue pas une surface marchande suffisante pour garantir les débouchés des productions canadiennes de biens et services. En 2019, le taux d'ouverture du Canada¹ était d'environ 32%, ce qui classait le pays à la 4^{ème} place parmi les pays les plus ouverts du G20 (derrière l'Allemagne, le Mexique et la Corée du Sud). À titre de comparaison, le taux d'ouverture des Etats-Unis est traditionnellement faible, autour de 13% en 2019, tandis que les principaux partenaires européens du Canada (Allemagne, France, Royaume-Uni) ont quant à eux des taux d'ouverture similaires à celui du Canada. Les échanges avec les Etats-Unis restent toutefois très majoritaires dans le commerce canadien ; en 2020, les exportations vers le voisin américain représentaient 73,5% du total des exportations canadiennes, tandis que 48,8% des importations canadiennes provenaient des Etats-Unis. Cette prédominance des échanges canado-américains conduit les pouvoirs publics canadiens, inquiets de cette dépendance commerciale malgré l'importance de l'excédent commercial envers les Etats-Unis, à favoriser une diversification géographique des échanges. Si l'Union européenne était le 2^{ème} partenaire commercial du Canada en 2020 (10,8% des échanges pour l'UE28), il convient également de remarquer la progression de la Chine (9,5% des échanges en 2020 contre 7,2% en 2010), notamment sur la côte Ouest, malgré le refroidissement des relations politiques.

La stratégie de diversification commerciale passe notamment par la signature d'accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et plurilatéraux. Le Canada est actuellement engagé dans 14 ALE avec 51 pays, dont les dispositions couvrent la grande majorité des échanges commerciaux (89% des exportations et 78% des importations en 2018). Plusieurs accords importants ont été signés récemment :

- **AECG/CETA** : Entré en application provisoire le 21 septembre 2017, l'Accord Economique et Commercial Global (AECG- CETA) a permis une ouverture accrue du marché canadien aux entreprises européennes

¹ Données Banque mondiale ; le taux d'ouverture d'un pays est égal à la somme de ses exportations et de ses importations divisée par le double du PIB. En 2019, la moyenne des pays de l'OCDE était d'environ 30%.

grâce à une baisse des droits de douane, à une meilleure protection des produits (propriété intellectuelle, IG) et à un accès élargi aux marchés publics. Si le recul est trop faible pour tirer des conclusions, la signature de cet accord aurait entraîné une hausse substantielle des échanges entre le Canada et l'UE de 20% entre 2016, dernière année avant la signature de l'accord, et 2019 (+16% d'exportations canadiennes, +24% d'importations depuis l'UE). Les échanges entre le Canada et la France ont en outre augmenté d'1 Md € entre 2016 et 2019, soit une hausse de 24%.

- **ACEUM/CUSMA** : le nouvel accord de libre-échange nord-américain (Mexique – Etats-Unis – Canada) est entré en vigueur en juillet 2020. Cet accord garantit le maintien des dispositions existantes dans le cadre de l'ALENA (en vigueur entre 1994 et 2020), mais prévoit cependant une modernisation des procédures de douanes, ainsi qu'une révision des exigences liées aux chaînes de valeur, notamment dans le secteur automobile (seuil de valeur ajoutée régionale placé à 75% contre 62,5% auparavant). En 2017, le commerce trilatéral entre le Canada, le Mexique et les Etats-Unis s'élevait à 1380 Md CAD (920 Md €).
- **CPTPP** : dans le cadre de sa stratégie de diversification des partenaires commerciaux en direction de l'Asie, le Canada s'est joint au *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership*, un accord rassemblant le Japon, le Mexique, le Chili, le Pérou, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie, Singapour, Brunei et le Vietnam. L'accord est entré en vigueur en décembre 2018 et s'applique dans les pays ayant ratifié l'accord (Canada, Australie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Singapour, Vietnam). À terme, cet ALE devrait représenter un marché de 500 millions de consommateurs et 13,5% du PIB mondial.
- **Accord de continuité commerciale avec le Royaume-Uni** : suite au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, le Canada a conclu le 20 novembre 2020 un accord de continuité commerciale (ACC) avec le Royaume-Uni, de sorte à garantir la continuité des relations commerciales entre les deux pays. Cet accord, proche de l'AECG/CETA, n'est toutefois qu'un accord de transition et a vocation à être remplacé par un accord bilatéral permanent lorsque les relations commerciales entre l'UE et le Royaume-Uni auront été clairement redéfinies. L'accord de continuité est entré définitivement en vigueur le 1^{er} avril 2021, après une application provisoire depuis le 1^{er} janvier 2021 afin d'éviter une rupture des conditions préférentielles.

Enfin, il convient de mentionner la situation du commerce interprovincial canadien. En effet, le Canada est marqué par l'importance des barrières non-tarifaires (réglementaires, administratives, linguistiques) et la faiblesse des flux commerciaux entre ses différentes provinces et territoires. En 2017, les échanges interprovinciaux représentaient 385 Md CAD (260 Md€), à peine plus de la moitié de ce que les provinces exportaient à l'international (672 Md CAD / 450 Md€). Les exportations intra-canadiennes ne représentaient ainsi que 36% des exportations totales des provinces en 2017 : à titre de comparaison, les exportations intra-UE représentaient 59% du total des exportations des Etats Membres de l'UE en 2019. Le FMI estime que ces barrières non tarifaires sont équivalentes à des droits de douane de 20% et que leur levée permettrait un gain de PIB de 4%. Poursuivant leurs efforts de libéralisation du commerce interprovincial, les pouvoirs publics fédéraux, provinciaux et territoriaux ont conclu un Accord de Libre-Echange Canadien (ALEC), entré en vigueur le 1^{er} juillet 2017. Cet accord vise à réduire les obstacles à la libre circulation, des produits, des services, des investissements et de la main d'œuvre à l'intérieur du Canada, ainsi qu'à établir un meilleur accès aux marchés publics et une plus grande coopération réglementaire.

Perspectives économiques

Malgré la crise liée au Covid-19, les perspectives de reprise semblent se confirmer pour 2021

Les estimations faites avant la crise du Covid-19 plaçaient le Canada sur une trajectoire de croissance relativement faible à moyen-terme (environ 1,5%). Cette trajectoire de croissance modérée s'explique par des facteurs externes comme la faiblesse de la croissance mondiale, notamment la croissance américaine, ou encore la baisse des cours des matières premières, mais aussi par un certain nombre de facteurs structurels de l'économie canadienne tels que le vieillissement de la population (et la faible progression démographique, hors immigration) ou les faibles réserves de productivité dans certains secteurs majeurs de l'économie canadienne (énergie, industrie, agriculture). Les restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 ont entraîné une forte chute de la production et de la consommation au cours de la première moitié de l'année 2020, qui devrait se solder par une récession d'environ 5,8% du PIB. Le gouvernement canadien prévoit toutefois une reprise rapide de l'activité, avec un rebond de la croissance espéré d'environ 5% dès l'année 2021.

La crise liée au Covid-19 a également eu un impact important sur le marché du travail canadien, qui connaissait des bons résultats à la fin de l'année 2019 (5,7% de chômage). Le taux de chômage a très fortement augmenté au cours de l'année 2020, atteignant 13,8% en mai 2020, avant de progressivement redescendre, tout en restant à un niveau bien plus élevé qu'au début de la crise (9,4% en janvier 2021). Certains secteurs (hôtellerie, restauration, commerce de détail, etc.) ont été particulièrement touchés par la crise, aussi l'emploi dans ces secteurs pourrait-il être durablement affecté malgré les mesures de soutien budgétaires mises en place par les gouvernements provinciaux et fédéral.

Depuis 2010, l'inflation au Canada se situe proche de la cible de 2% fixée par la Banque centrale, malgré une légère volatilité liée notamment aux cours des matières premières, toutefois cette inflation mesurée a connu un brusque coup d'arrêt au printemps 2020. En effet, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) canadien a connu une première baisse depuis plus de dix ans en avril 2020 (-0,2%), avant de reprendre une croissance modérée (inférieure à 1%) au cours de l'année 2020. Selon la Banque du Canada, l'inflation ne devrait pas retrouver son niveau initial (2%) avant 2023. Cependant, des tensions inflationnistes sont apparues dans certains secteurs, notamment l'immobilier et l'énergie, dès la fin de l'année 2020 et au début de l'année 2021. Dans le même temps, la Banque centrale a substantiellement abaissé son taux directeur (0,25% en juillet 2020 contre 1,75% au début de l'année) et prévoit de le maintenir à ce niveau historiquement bas pendant la durée de la crise.

Finances publiques

Après plusieurs exercices à l'équilibre, la pandémie a eu un impact fort sur les finances publiques

Après plusieurs exercices de stabilisation budgétaire au cours des années 2010, qui avait conduit le Canada à contrôler la dette totale des administrations publiques (comprenant à la fois les APU provinciales et fédérales) en-dessous de 110% du PIB (107% en 2019), la crise du Covid-19 et les mesures engagées à partir de mars 2020 ont entraîné une forte augmentation des dépenses sur l'exercice budgétaire 2020/2021. Cette hausse imprévue des dépenses a provoqué un déficit record estimé par le gouvernement canadien à 354 Md CAD (16,1% du PIB, 235 Md€), tandis que la dette totale des administrations publiques a atteint 113% du PIB et la dette fédérale 49% du PIB.

Le budget 2021 publié par le gouvernement canadien en avril 2021 a confirmé la mise en place d'un plan de relance de 100 Md CAD (67 Md€) sur 3 ans pour favoriser la reprise de l'activité économique. Ce plan de relance a notamment pour objectif d'accompagner la transition écologique de l'économie canadienne, dans la continuité du *Plan climatique renforcé* (15 Md CAD/10 Md€ d'investissements) annoncé fin 2020, ou encore d'améliorer le système pancanadien de garde d'enfants (30 Md CAD/20 Md€ sur 5 ans). Ce plan de relance viendra donc en complément des mesures de soutien déjà instaurées au printemps 2020, dont le coût est estimé à 227 Md CAD (154 Md€) sur l'exercice 2020/2021, soit près de 10% du PIB.

Figure 2 : prévisions de finances publiques 2020-2025 (*Budget 2021, Avril 2021*)

	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Solde budgétaire (% du PIB)	-16,1	-6,4	-2,3	-1,9	-1,3	-1,1
Dette fédérale (% du PIB)	49	51,2	50,7	50,6	50	49,2

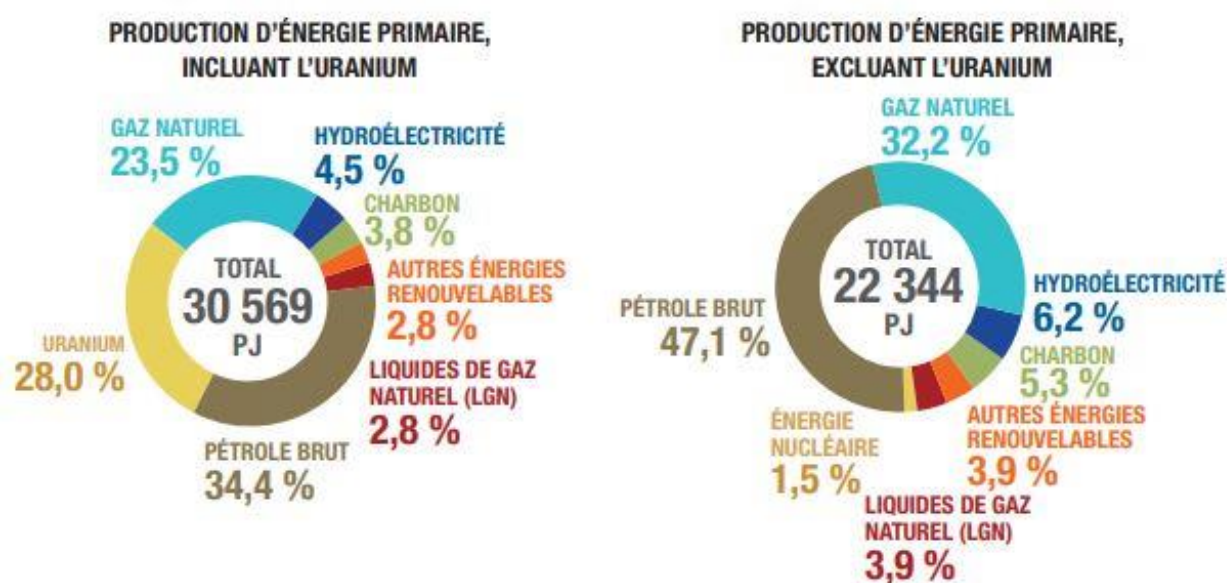
Aspects sectoriels

Energie

Le Canada est un acteur important du marché international de l'énergie avec 4% de la production mondiale en 2019, ce qui le classe au 6ème rang dans le classement mondial derrière la Chine, les Etats-Unis, la Russie, l'Arabie

Saoudite et l'Inde. Le secteur de l'énergie est donc un enjeu majeur pour l'économie canadienne ; il représentait en 2019 une contribution de 219 Md CAD (147 Md€) au PIB canadien, soit près de 10% du total, mais également 825 000 emplois (4,4% de l'emploi total).

Figure 3 : Production d'énergie primaire par source au Canada



Source : Cahier d'information sur l'énergie 2020, Ressources naturelles Canada

Les ressources d'énergie sont inégalement réparties sur le territoire canadien, puisque trois provinces (Alberta, Saskatchewan et Colombie-Britannique) concentrent une grande partie des réserves. En effet, la majorité des réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel se situent en Alberta et en Colombie-Britannique, tandis que le Saskatchewan abrite la quasi-totalité des réserves d'uranium du pays. Les produits énergétiques sont également un élément décisif de la politique commerciale du pays, puisqu'ils représentent 17% des exportations du pays en 2020 (premier poste d'exportations du pays) et que le secteur de l'énergie est très largement excédentaire dans ses échanges avec le reste du monde (+66 Md CAD/44,3 Md€ en 2020).

Le pétrole est la ressource principale énergétique, avec près de 168 Md de barils de réserves prouvées, dont 98% proviennent de sables bitumineux. Cependant, si les ressources de pétrole conventionnel sont très faibles, les sables bitumineux ne représentaient en 2019 que 63% de la production de pétrole du Canada. Par ailleurs, le pétrole est un secteur important de l'économie canadienne. En 2019, un tiers de la production d'énergie primaire provenait du pétrole, tandis que près de 80% de la production est exportée chaque année.

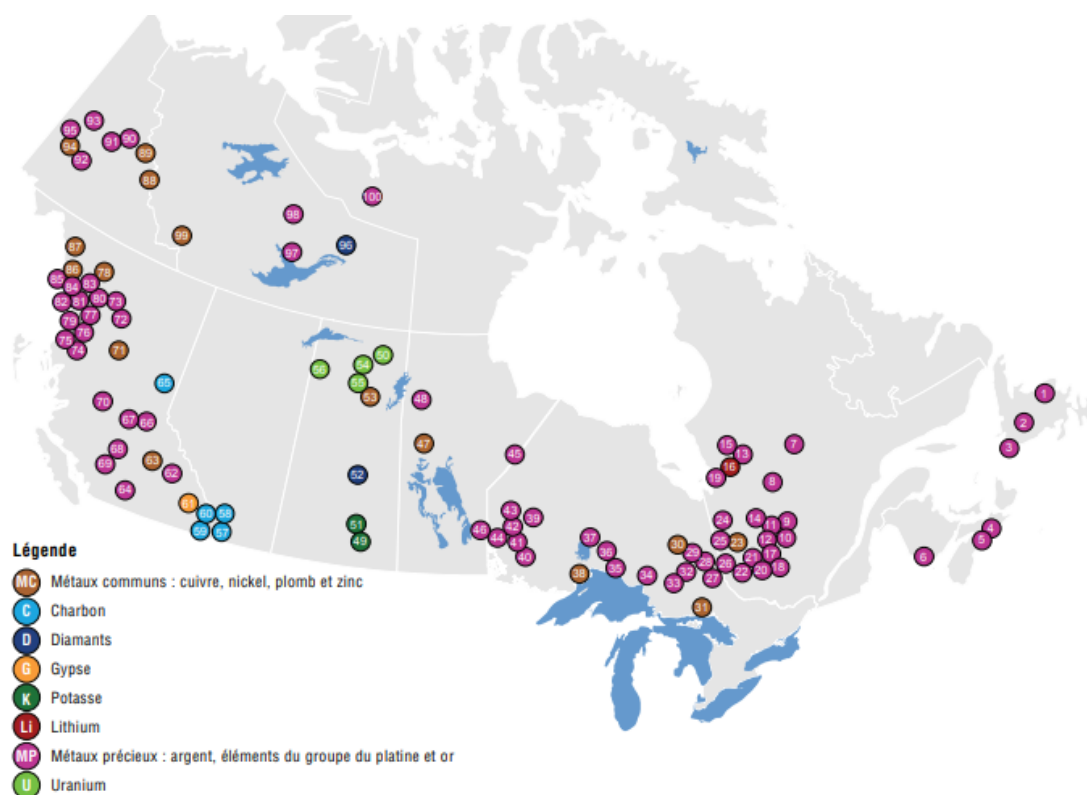
Enfin, les énergies renouvelables représentaient en 2018 7,3% de la production d'énergie au Canada, dont les deux tiers proviennent de l'hydroélectricité. Le gouvernement canadien estime que 60% de la production d'électricité du pays provient de source hydraulique, tandis que le Canada se classait en 2018 à la troisième place parmi les producteurs mondiaux d'hydroélectricité. Par ailleurs, le Canada a également développé la production d'énergie

tirée de la biomasse (23% des énergies renouvelables) ainsi que, à moindre échelle, des éoliennes terrestres et marines.

Ressources naturelles

En dehors des ressources énergétiques, le Canada dispose d'importantes ressources naturelles, notamment minérales et forestières. En 2018, on estimait que le Canada se classait parmi les cinq plus gros producteurs mondiaux pour 17 minéraux et métaux. Ces ressources sont donc un enjeu majeur pour l'économie canadienne. En effet, le secteur des minéraux et métaux représentait en 2019 3,3% du PIB canadien et près de 400 000 emplois directs (2% de l'emploi total). De plus, les exportations de métaux et minéraux non-métalliques ont atteint 60 Md CAD (40 Md€) en 2020, soit 12% du total des exportations canadiennes. Le Canada ambitionne également d'être un acteur important des matériaux stratégiques (ex : terres rares, lithium, etc.) et se positionne comme une alternative à la Chine, mettant notamment en avant le respect des standards sociaux et environnementaux sur le territoire canadien.

Figure 4 : Principaux projets d'exploration et de mise en valeur des ressources canadiennes



Source : Cahier d'information sur l'énergie 2020, Ressources naturelles Canada

Parmi les minéraux métalliques, les principales exploitations canadiennes concernent le cuivre, l'or, les minerais de fer et le zinc, pour une valeur de production totale estimée en 2019 à 27 Md CAD (18 Md€). L'or représente plus d'un tiers de ce total (10 Md CAD/6,7 Md€), grâce aux ressources significatives situées en Ontario et au Québec. Par ailleurs, les exportations d'or se sont élevées à 22 Md CAD (15 Md€) en 2019. Avec 5% de la production mondiale en 2019, le Canada est en outre le cinquième plus gros producteur mondial d'or. Concernant les ressources non-métalliques, le Canada dispose également d'importantes ressources de potasse, de diamants ou encore de sable. La production de ces ressources non-métalliques représentait près de 20 Md CAD (13,5 Md€) en 2019.

Par ailleurs, du fait de sa très vaste superficie, le Canada dispose de ressources forestières majeures dont l'exploitation constitue un secteur important pour certaines provinces et territoires du Canada. La superficie des forêts canadiennes est estimée à 350 M ha (soit 9% des forêts mondiales), dont 90% est administrée par les autorités provinciales et territoriales. En 2019, l'exploitation forestière représentait environ 1,2% du PIB et plus de 250 000 emplois directs. De plus, grâce à ces ressources forestières, le Canada est exportateur net de bois puisque les exportations ont atteint 33 Md CAD (22 Md€) en 2019, tandis que les importations représentaient seulement 12 Md CAD (8 Md€). Enfin, les pouvoirs publics canadiens s'efforcent de prendre en compte les enjeux de durabilité liés à la gestion et à l'exploitation des zones forestières. En 2018, la surface forestière exploitée était d'environ 800 000 ha (soit 0,2% de la surface totale), un chiffre significativement inférieur à la moyenne observée entre 1995 et 2005 (1 M ha).

Finance et banque

Le secteur bancaire canadien est largement dominé par sept banques principales qui se partageaient en 2019 près de 98% des parts de marché : la Banque Royale du Canada (RBC), la Banque de Montréal (BMO), Toronto-Dominion Bank (TD Bank), la Banque Impériale Canadienne de Commerce (CIBC), Scotia Bank, la Banque Nationale et le Groupe Desjardins. Ces établissements se démarquent cependant par leurs activités. En effet, si RBC et BMO sont engagées dans d'importantes activités de banque d'affaires, les autres banques se concentrent davantage sur leurs activités de banque de détail. Certaines banques ont par ailleurs développé une activité de banque de détail au-delà des frontières canadiennes (en Amérique latine pour Scotia Bank ou aux Etats-Unis pour TD Bank).

La crise du Covid-19 a entraîné une tension généralisée dans le secteur financier ainsi que de nombreuses incertitudes, notamment liées au haut niveau d'endettement des ménages et des entreprises. La baisse des revenus et la baisse de valeur de certains actifs a fait craindre une hausse du taux de défaut, tandis que la baisse des cours du pétrole a également eu des répercussions négatives sur les marchés financiers. La pandémie a donc fait peser un risque supplémentaire sur les deux déséquilibres structurels majeurs du système canadien, à savoir le fort taux d'endettement des agents privés (171% du revenu disponible pour les ménages et 120% du PIB pour les sociétés non-financières) et les tensions inflationnistes sur le marché immobilier. Cependant, malgré ces circonstances, les principaux acteurs du système financier canadien se sont montrés relativement résilients au cours de l'année 2020. Dans sa Revue du système financier 2020, la Banque du Canada soulignait que les grandes banques canadiennes disposaient d'importantes réserves de fonds propres et de liquidités au moment où s'est amorcée la pandémie.

Autre acteur majeur du secteur financier canadien, les fonds de pension sont au cœur du système canadien de retraite par capitalisation. En 2016, les principaux fonds de pension (tels que l'Office d'investissement du régime

de pensions du Canada ou la Caisse de dépôt et de placement du Québec) représentaient environ 15% des actifs du système financier canadien, soit près de 1 500 Md CAD (1000 Md€). Traditionnellement, les fonds de pension se démarquent des autres acteurs financiers par un levier relativement faible, toutefois on peut noter une tendance des fonds de pension à se déporter progressivement vers des actifs moins liquides. En effet, le ratio de solvabilité médian des fonds de pension était supérieur à 1 à la fin de l'année 2019 et s'est brutalement dégradé pour atteindre 0,85 au printemps 2020.

Transports

Le secteur du transport est l'un des secteurs les plus importants de l'économie canadienne. En 2020, sa contribution au PIB était estimée à environ 86 Md CAD (58 Md€), soit près de 4% du PIB, tandis que le secteur regroupait environ 1 M d'emplois. De plus, les dépenses liées au transport (assurances incluses) sont le deuxième poste de dépenses des ménages canadiens derrière le logement. Le secteur des transports canadiens s'appuie sur des infrastructures de qualité, malgré l'étendue de son territoire. Ces infrastructures font notamment l'objet d'un plan d'investissement de 10 Md CAD (6,7 Md€) lancé en 2017 par le gouvernement fédéral, avec un accent mis sur les transports en commun dans les centres urbains principaux. Le gouvernement canadien s'appuie en outre sur la Banque de l'Infrastructure, qui finance un certain nombre de projets liés aux infrastructures de transport (ex : Réseau Express Métropolitain à Montréal, train à grande fréquence de VIA Rail entre Toronto et Québec, expansion du port de Montréal (site de Contrecoeur).

Parmi les industries de transport canadiennes, l'industrie automobile occupe une place prépondérante. En effet, le Canada figure parmi les dix plus gros producteurs mondiaux de véhicules légers, tandis que l'industrie automobile représente environ 1% du PIB canadien et près de 500 000 emplois directs et indirects. Par ailleurs, la filière automobile canadienne, portée en majorité par des acteurs américains comme Chrysler, GM ou encore Ford, reste relativement dynamique à l'export (87,5 Md CAD/59 Md€ d'exportations en 2020, soit 13% des exportations totales). La filière aéronautique est également tournée vers l'extérieur, puisque 90% des entreprises de ce secteur exportent leurs produits, tandis que les exportations de l'industrie aéronautique représentent environ 4% des exportations totales canadiennes. Le Canada dispose d'une industrie aéronautique relativement solide qui s'appuie notamment sur le canadien Bombardier, mais également sur des entreprises étrangères (dont les entreprises françaises, Thales, Safran, Stelia mais surtout Airbus). Les services de transport aérien sont également un élément important du secteur des transports canadien, représentant en 2018 près de 630 000 emplois et une valeur ajoutée totale d'environ 62 Md CAD (41 Md€).

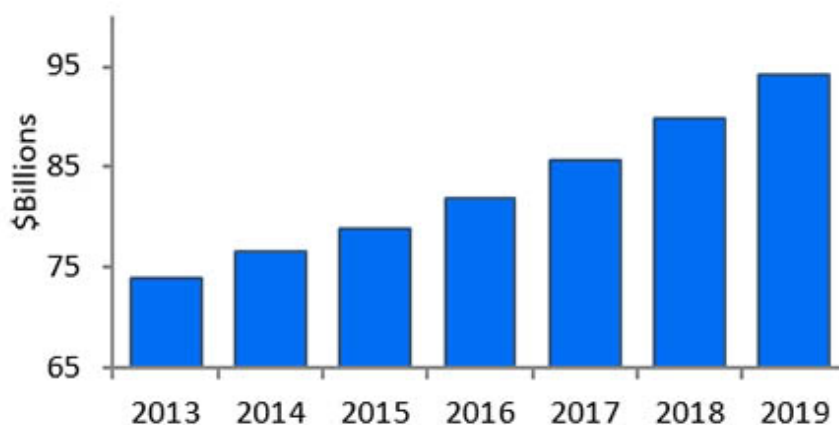
Le Canada dispose par ailleurs d'un réseau ferroviaire relativement étendu (environ 43 000 kms de rails exploités), bien que largement concentré dans le sud du pays. L'Association des chemins de fer canadiens (RailCan) estime que le secteur ferroviaire a généré 18 Md CAD (12 Md€) de revenus en 2019, dont la grande majorité provient du trafic de marchandises et non des voyages interurbains de personnes. Concernant le transport de voyageurs, les chemins de fer interurbains ont transporté 5,3 M de passagers en 2019, tandis que les trains de banlieue (en Ontario, Colombie-Britannique et au Québec) ont quant à eux transporté plus de 10 M de personnes, en nette augmentation par rapport aux années précédentes.

L'impact de la crise liée à la pandémie de Covid-19 a été fortement observé dans le secteur des transports, notamment en raison des restrictions de voyage mises en vigueur au cours de l'année 2020 (et qui semblent se poursuivre en 2021). Si l'industrie automobile a connu une forte baisse d'activité (baisse des exportations de 25% au cours de l'année 2020), le secteur aérien a été particulièrement touché par la mise en place des restrictions sanitaires dans la plupart des pays. Le trafic aérien, considérablement réduit depuis mars 2020, a entraîné des difficultés financières pour la plupart des compagnies aériennes du pays et d'importantes réductions d'effectif, notamment au sein d'Air Canada. Les observateurs estiment qu'il faudra quatre à cinq ans pour que le trafic aérien revienne à son niveau de 2019.

Technologies de l'information et de la communication

Bien qu'inégalement réparti sur le territoire (étant principalement concentré dans les provinces d'Ontario, du Québec et de Colombie-Britannique), le secteur des TIC a connu une croissance rapide au cours des dernières années et apportait une contribution de 94 Md CAD (64 Md€) en 2019, soit environ 4,8% du PIB. En moyenne, le secteur des TIC connaît une croissance de 4% par an depuis 2013, contre 2% pour l'ensemble de l'économie. Le Canada regroupe près de 43 000 entreprises dans ce secteur, pour environ 670 000 emplois, soit 3,6% de l'emploi total au Canada.

Figure 5 : Contribution du secteur des TIC au PIB canadien (2013-2019, Md CAD)



Parmi les différents sous-ensembles du secteur des TIC canadien, les services informatiques et les technologies de communications représentent à eux seuls 87% de la contribution totale du secteur au PIB en 2019. De plus, le secteur des TIC canadien est particulièrement dépendant de ses performances à l'export, dans la mesure où près de 99% de la production de biens est exportée. En 2019, les exportations de biens manufacturés du secteur des TIC représentaient environ 12 Md CAD (8 Md€). Les filières les plus dynamiques à l'export sont les équipements informatiques (29% des exportations totales) et les composants électroniques (23%). Le Canada dispose par ailleurs d'atouts majeurs dans le marché du jeu vidéo et de l'animation visuelle. Montréal s'est en effet imposée comme l'un des principaux écosystèmes mondiaux dans ce domaine, avec plus de 35 studios d'animation dans sa région, tandis que la Colombie-Britannique bénéficie d'une longue tradition dans le secteur des jeux vidéo,

notamment grâce à la présence à Burnaby du principal studio d'Electronic Arts, l'un des leaders mondiaux de l'industrie.

Relation bilatérale

Des relations commerciales affectées par le ralentissement du commerce en 2020

Le commerce franco-canadien de biens a reculé de 10% en 2020 (6,2 Md€/9,3 Md CAD), après avoir connu une hausse de 8% l'année précédente. Les exportations françaises vers le Canada ont diminué de 17%, une proportion qui reste toutefois comparable à la baisse des exportations françaises au niveau mondial. Cette baisse des exportations résulte principalement de la réduction des ventes de matériel de transport de plus de la moitié. Dans le même temps, les importations en provenance du Canada sont restées relativement stables, conduisant à une contraction importante de l'excédent commercial français jusqu'à un quasi-équilibre.

Les secteurs de l'agroalimentaire et de l'industrie pharmaceutiques sont les principaux atouts français dans le commerce bilatéral avec le Canada. Avec 770 M EUR d'exportations en 2020 (+1% en g.a.), les produits des industries alimentaires sont toujours le premier poste d'exportations françaises au Canada. Ce dynamisme s'explique notamment par les exportations de vin, qui demeure le premier produit français exporté au Canada (391 M EUR). Dans le même temps, portées par le contexte de la pandémie, les exportations de l'industrie pharmaceutique ont connu une forte croissance en 2020 (330 M EUR, +25% en g.a.) et sont désormais le deuxième poste d'exportations françaises. Le Canada se classe ainsi 28ème au classement des pays débouchés pour les produits français.

Malgré une relative stabilité en 2020, les importations en provenance du Canada ont connu des évolutions contrastées en fonction des secteurs. En effet, l'industrie des matériels de transport conserve sa position de premier poste d'importations malgré une baisse de 22% au cours de l'année 2020 (599 M EUR), principalement due à une baisse des achats d'aéronefs et d'engins spatiaux. L'industrie extractive, deuxième poste d'importations (553 M EUR), est quant à elle restée relativement stable. Enfin, la progression des importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture est à noter (+84% en g.a.) ; celle-ci s'explique principalement par le doublement des importations de céréales, légumineuses et produits oléagineux. Ainsi, le Canada est passé du 36ème au 29ème rang au classement des pays fournisseurs de la France.

Enfin les investissements français au Canada demeurent relativement importants. En 2019, la Banque de France estimait que le stock d'IDE français au Canada s'élevait à 10,9 Md€, avec un flux relativement stable. Dans le même temps, le stock d'IDE canadiens en France était estimé à 6,8 Md€, avec un flux en léger recul sur l'année (- 470 M€). La France était ainsi en 2020 la deuxième terre d'accueil des projets d'investissements canadiens avec 23% des projets, juste derrière le Royaume-Uni (24%). Pour mémoire, plus de 200 entreprises présentes en France sont détenues par des investisseurs canadiens et emploient plus de 28 000 salariés.

Des entreprises françaises particulièrement implantées au Québec et en Ontario

Selon l'Institut Statistique du Canada (StatCan), il y a près de 800 implantations d'entreprises françaises au Canada, dont une grande majorité dans les provinces du Québec (environ 350) et de l'Ontario (environ 280), les autres étant disséminées sur le reste du territoire canadien (dont une cinquantaine en Colombie britannique et une cinquantaine en Alberta). Les entreprises françaises sont actives dans de nombreux secteurs de l'économie canadienne, notamment les services, l'énergie, l'industrie agro-alimentaire ou encore l'aéronautique et la défense. Selon les données Eurostat (2018), ces entreprises représentent environ 120 000 emplois sur le territoire canadien pour un chiffre d'affaire de plus de 30 Md€.

Grâce à la proximité culturelle avec la France, le Québec est la province au sein de laquelle les entreprises françaises sont les plus présentes. En 2019, la France était le deuxième pays d'origine des investissements directs (derrière les Etats-Unis) avec une part d'environ 24% du total des investissements réalisés dans la province. La plupart des sièges sociaux des filiales françaises implantées au Canada sont ainsi recensées au Québec, avec une présence française relativement importante dans les secteurs de l'aéronautique (Airbus, Safran, Stelia, Thalès, ...), de l'industrie pharmaceutique (Servier, Sanofi, Boiron ...) et des TIC (Ubisoft, Atos, ...).

Concernant l'Ontario, la présence française est de plus en plus dynamique, notamment dans le secteur des transports urbains (avec Alstom, Thales et Keolis), mais aussi dans l'industrie pharmaceutique (avec Sanofi).

Les entreprises du secteur bancaire et assurantiel (Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, Crédit Mutuel, Amundi...) sont principalement concentrées dans l'Est canadien, dans les provinces de l'Ontario et du Québec.

Les entreprises du secteur énergétique sont plus particulièrement présentes dans l'Ouest canadien, notamment en Colombie-Britannique (Schneider Electric) et en Alberta (SpieCapag/Vinci, Suez, Veolia, Air Liquide...). Elles le sont aussi sur tout le territoire avec EDF, Engie...

Figure 6 : Principales entreprises implantées au Canada

-  **Aéronautique – Défense :** Airbus, Safran, Thalès, Dassault Systèmes, Naval Group
-  **Banque – Assurance :** BNP Paribas, Société Générale, Crédit agricole, Crédit Mutuel, Amundi
-  **Construction :** Lafarge, Colas, Vinci, Eiffage
-  **Energie :** Total, Air Liquide, Schneider Electric, EDF, Nexans
-  **Agro-alimentaire :** Roquette, Groupe Le Duff, Bel, Fleury-Michon, Bonduelle
-  **Industrie pharmaceutique :** Sanofi, Servier
-  **T.I.C. :** Ubisoft, Atos, Capgemini
-  **Transports :** Alstom, Stellantis

Les principaux investissements et contrats remportés par les entreprises françaises

Des investissements concentrés dans les secteurs industriels

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, a annoncé le 31 mars 2021 l'ouverture d'une nouvelle usine de production de l'entreprise française **Sanofi** à Toronto. Ce nouveau site de production représente un investissement total de 1 Md CAD (678 M€), dont la moitié environ sera prise en charge par Sanofi, tandis que le gouvernement fédéral et la ville de Toronto apporteront également un concours financier. Ce site sera principalement dédié à la production de vaccins contre la grippe et devrait être opérationnel en 2026.

Alstom a fait l'acquisition, en janvier 2021, de la partie ferroviaire de l'entreprise canadienne Bombardier pour une somme avoisinant 8,4 Md USD (7,1 Md€). De cette fusion devrait naître le deuxième plus grand acteur du marché ferroviaire mondial avec des revenus estimés à 18 Md USD (15,3 Md€), derrière le Chinois CRRC (32 Md USD/27,2 Md€). Début 2021, le gouvernement provincial québécois a accordé un prêt de 56 M CAD (38 Md€) à Alstom afin de moderniser l'un des plus importants sites de production de Bombardier, situé à la Pocatière. L'activité ferroviaire de l'entreprise Bombardier représentait 1400 emplois au Canada qui ont pour l'instant été absorbés par Alstom.

Air Liquide a annoncé le 8 décembre 2020 avoir commencé la production industrielle d'hydrogène vert grâce à une puissante unité d'électrolyse à membrane échangeuse de protons (technologie canadienne de la startup Hydrogenics rachetée l'an dernier par le motoriste américain Cummins). La production quotidienne de l'usine située à Bécancour (Québec) doit sous peu atteindre 8,5 tonnes, ce qui représenterait l'équivalent des émissions annuelles de gaz à effet de serre d'environ 10 000 voitures si cet hydrogène provenait du reformage de gaz naturel.

Le groupe agro-alimentaire **Bel** a renforcé sa présence sur le territoire canadien en août 2020 par un investissement de 87,5 M CAD (58 M €) pour l'ouverture d'une usine de production de Babybel à Sorel-Tracy (Québec). La filiale Bel Canada, créée en 2005, était déjà implantée sur le marché laitier canadien avec La Vache Qui Rit et Boursin, mais cette nouvelle usine est le premier établissement que Bel exploitera directement au Canada.

Arrivé en 2018, **Décathlon** a rapidement développé ses activités sur le territoire canadien, avec l'ouverture de plusieurs points de vente au Québec et en Ontario. Le magasin le plus récent a été ouvert en novembre 2020 à Laval (Québec), tandis qu'un magasin de 5200 m² a été inauguré à Ottawa au cours de l'année 2019. Plus de 1000 emplois ont déjà été créés par l'équipementier sportif français au Canada.

Les contrats remportés récemment par les entreprises françaises

L'entreprise française **Thales Alenia Space** s'est récemment associée à l'entreprise canadienne Telesat sur le projet LightSpeed, qui vise à fournir un accès au réseau haut-débit aux populations des régions isolées par une technologie satellitaire (constellation de satellites à basse orbite). Thales produira ainsi les 298 satellites prévus pour la constellation. Si le plan de financement de ce projet estimé à 5 Md CAD reste encore à définir, les

signataires de l'accord envisagent un lancement des premiers satellites dès 2023, avec une mise en service au cours du second semestre de cette année-là.

Derichebourg Environnement a remporté cinq contrats en septembre 2020 dans le domaine de la collecte des déchets ménagers à Montréal, pour un montant total de 60 M CAD (40 M €) sur les cinq prochaines années. L'entreprise déploie actuellement une flotte de camions hybrides dans la capitale québécoise mais également à Paris.

Vinci a remporté en juillet 2020 le contrat attribué par la province du Québec pour la rénovation du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine à Montréal, plus long tunnel immergé du Canada (traversée du Saint-Laurent sur 1,5 km). Le projet est destiné à améliorer la sécurité du tunnel et à fluidifier le trafic pour un montant total de 1,1 Md CAD (726 M €). Les travaux doivent commencer en 2021 et se poursuivre jusqu'en 2025.

Transdev a annoncé le 21 octobre 2019 que le consortium Mobilinx s'est vu attribuer un contrat d'une valeur d'environ 4,6 Md CAD (3,1 Md €) par Infrastructure Ontario et Metrolinx pour le projet de tramway Hurontario, dans la région de Toronto. La livraison est prévue pour l'automne 2024. L'équipe de Mobilinx sera en charge de la conception, la construction, le financement, l'exploitation et la maintenance de ce système ferroviaire pour une période de 30 ans. Tout au long de la phase de construction et de mobilisation, Transdev accompagnera ses partenaires et les conseillera sur tous les aspects liés à l'opérabilité du système.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international